

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (*Emergency Event Tracking, EET*) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement et/ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **19 – 26 juillet 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clé.**

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

	11 232 INDIVIDUS DÉPLACÉS		4 493 HOMMES DÉPLACÉS
	1 872 MENAGES DÉPLACÉS		CONFLITS ARMÉS
	6 739 FEMMES DÉPLACÉES		JUILLET 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD-KIVU
TERRITOIRE	KALEHE
CHEFFERIE	BUHAVU

RÉSUMÉ DE L'ALERTE #5361

Depuis le 26 juin 2024, les affrontements entre les groupes armés M23 et les Forces armées congolaises (FARDC) ont occasionné un mouvement de population dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, respectivement dans les territoires de Masisi (groupement de Ufamandu 1 et 2, dans la chefferie de Bahunde) et de Kalehe (groupement de Buzi, dans la chefferie de Buhavu). Les populations, estimées à 1 872 ménages, soit 11 232 individus, se sont déplacées vers les villages de Mukwija, de Nyamasasa, de Kiniezire et Karango (dans le groupement de Binga-Nord, dans le territoire de Kalehe).

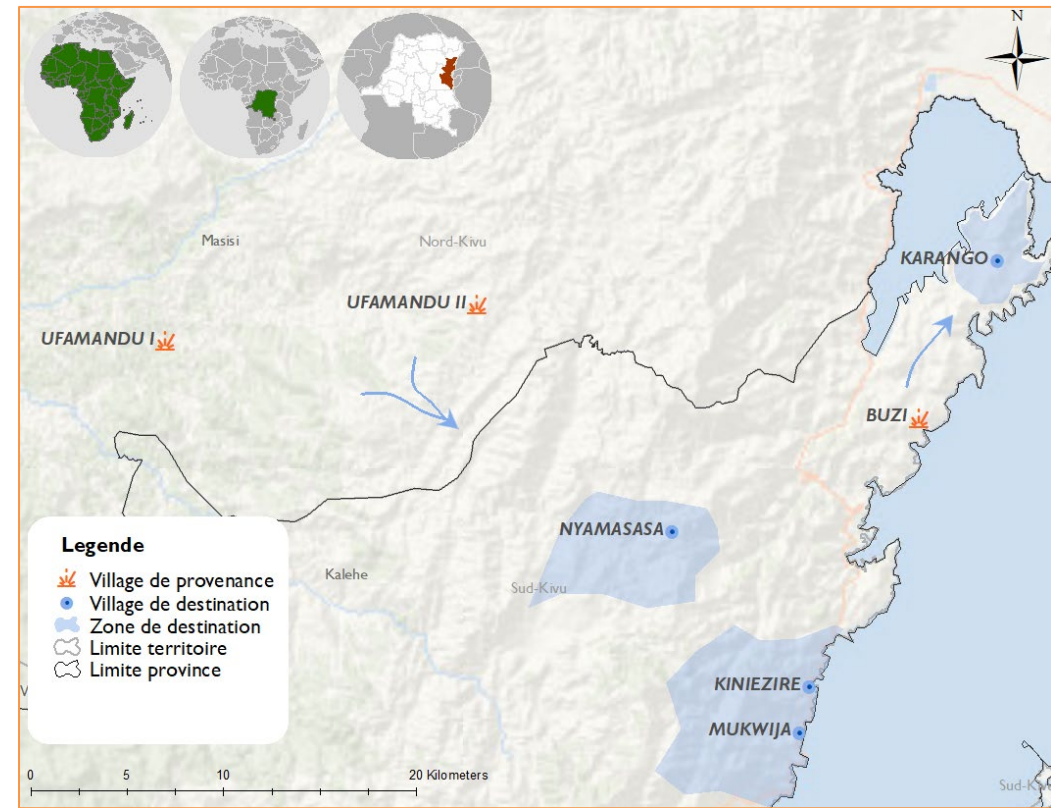
La population déplacée n'a toujours pas reçu d'assistance humanitaire depuis le début de cette crise. La DTM signale toute fois que le mouvement continue suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans le territoire.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1	2	3	4	5
CASH	SANTÉ	NOURRITURE	ABRIS	AME

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Zone Evalué	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
Mukwija	927	5 562	2 225	3 337	612
Kiniezire	225	1 350	540	810	149
Nyamasasa	141	846	338	508	93
Karango	579	3 474	1 390	2 084	382
Total	1 872	11 232	4 493	6 739	1 236



OBSERVATION & ANALYSE



À cause du conflit, les personnes déplacées sont obligées de quitter leurs localités d'origine pour chercher refuge dans la province voisine et dans les villages voisins. Dans les aires de santé de Mukwija, Kiniezire, Nyamasasa et Karango, la DTM a répertorié 927 ménages, soit 5 562 individus à Mukwidja, 225 ménages, soit 1 350 individus à Kiniezire, 141 ménages, soit 846 individus à Nyamasasa, et 579, soit 3 474 individus à Karango. Au total, ça fait 1 872 ménages, soit 11 232 individus dont 4 493 hommes déplacés et 6 739 femmes déplacées sont venus du Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Il est à noter que depuis l'arrivée des personnes déplacées dans ces zones, un grand nombre d'eux n'ont pas reçu de l'assistance et vivent dans des conditions difficiles.



La capacité d'accueil des communautés hôtes est de plus en plus limitée et les personnes déplacées qui vivent dans des familles d'accueil sont exposées aux risques de surpopulation.

De plus, les ménages et les abris disponibles se sont construits majoritairement en matériaux non-durables. Cela met en évidence un besoin prioritaire d'articles ménagers essentiels parmi les personnes déplacées dans les différentes zones.



La crise a impacté l'activité champêtre, le petit commerce et l'élevage, entraînant une hausse des prix des produits de première nécessité dans les zones affectées. En outre, les denrées alimentaires produites localement ne suffisent plus à répondre aux besoins de la communauté d'accueil et des populations déplacées.

OBSERVATION & ANALYSE



D'une manière générale, les personnes déplacées font face aux difficultés importantes pour accéder aux soins de santé dans les aires de santé évaluées. D'après les informateurs clé, il y a plusieurs maladies diverses dans les zones, tels que le paludisme, l'infection respiratoire aigüe et la malnutrition aigüe globale. En plus, les structures de santé souffrent d'un manque de personnel médical qualifié pour gérer efficacement la situation.



L'accès à l'eau potable dans les zones de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels (et certains à une longue distance pour y accéder), de longs délais d'attente et d'une absence de capacité de stockage de l'eau. L'insuffisance ou l'absence totale d'installations pour le lavage des mains a également été signalée dans les lieux publics.

L'infrastructure des douches est largement insuffisante dans les communautés d'accueil, ce qui affecte les familles d'accueil et les personnes déplacées. La plupart des foyers de personnes déplacées n'ont pas accès à des latrines ou les installations sanitaires.



Face à cette crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection et de subsistance.

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :



Union
européenne



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN